

ENVIRONNEMENT

Une déclaration de quatre cents scientifiques < Nous appelons la population à refuser l'installation des centrales nucléaires >

Quatre cents scientifiques viennent de lancer un appel à la population, lui demandant de refuser l'installation des centrales nucléaires tant qu'elle n'aura pas une claire conscience des risques et des conséquences.

A propos du programme nucléaire français, tel qu'il vient d'être confirmé par le dernier conseil central de planification, ils publient la déclaration suivante :

« Nous, chercheurs, ingénieurs, techniciens, pensons qu'il s'agit d'une décision irréfléchie dont les conséquences risquent d'être graves. Les risques encourus sont de plusieurs sortes : ceux liés à la sécurité des centrales (suite possible, les accidents sont peu probables, ils peuvent être effroyables) ; ceux liés à la pollution thermique (climat, écologie) ; ceux liés au transport, au stockage et au vol éventuel des produits radioactifs (en particulier le problème des déchets est traité avec légèreté).

Il est inquiétant de voir l'É.D.F. éluder toute question, méconnaître toute compétence autre que celle des techniciens officiellement habilités. Il est inquiétant que ceux qui poussent ces projets soient en même temps juges et parties. Il est inquiétant de savoir que, pour un programme ainsi accéléré, l'examen de la sécurité est confié à un organisme public mis en récession, le commissariat à l'énergie atomique, qui peut donc difficilement l'assurer. Il est inquiétant que la sécurité à long terme soit dépendante de la vigilance sans défaut de quelques-uns (une erreur est toujours possible, un sabotage aussi, leurs conséquences ne peuvent être calculées).

» Les enquêtes d'utilité publique fragmentent les problèmes, escamotent des points importants (transport, échec, démantèlement de centrales usagées) indissolublement liés à l'ensemble. Systématiquement on minimise les risques, on cache les conséquences possibles, on rassure. Pourtant les divergences entre les études, les incertitudes des rapports officiels montrent bien que les risques existent. Même quand il y a des solutions, l'absence d'une législation claire, d'un contrôle indépendant, l'intervention des critères de rentabilité financière, permettent toutes les négligences.

D'autre part, en dépit des affirmations officielles, une telle politique n'assurera pas notre indépendance : il n'y a pas tellement d'uranium en France ; l'usine d'enrichissement, qui ne produira qu'à partir de 1982, sera extrêmement vulnérable.

» Par ailleurs, quoi qu'on en dise, peu de recherches sérieuses sont entreprises pour trouver de nouvelles sources d'énergie, pour diversifier celles existantes et pour diminuer le gaspillage.

» Nous pensons donc que la politique actuellement menée ne tient compte ni des vrais intérêts de la population ni de ceux des générations futures, et qu'elle qualifie de scientifique un choix politique. Il faut qu'un vrai débat s'instaure et non ce semblant de consultation fait dans la précipitation.

» Nous appelons la population à refuser l'installation de ces centrales tant qu'elle n'aura pas une claire conscience des risques et des conséquences. Nous appelons les scientifiques (chercheurs, ingénieurs, médecins, professeurs, techniciens...) à soutenir cet appel et à contribuer, par tous les moyens, à éclairer l'opinion.

Une réaction surprenante

Ce texte, qui a été diffusé depuis une semaine, a été signé, à ce jour, par plus de quatre cents scientifiques de tous grades et de toutes spécialités, notamment par des physiciens nucléaires et des spécialistes des particules, dont M. Marcel Froissart, professeur au Collège de France et directeur du laboratoire de physique corpusculaire. On compte également, parmi les signataires, qui viennent d'horizons politiques ou syndicaux très divers, nombre de physiciens généraux et de physiciens des solides, ainsi que des mathématiciens, des chimistes, des biologistes, des agronomes et des toxicologues. Ils appartiennent à divers laboratoires, organismes et universités : Collège de France, Polytechnique, Paris-VI, Paris-VII, Orsay, commissariat à l'énergie atomique, Grenoble, Bordeaux, etc. Le texte de l'appel circule en ce moment parmi les scientifiques de Lyon, Strasbourg et Caen.

Cette réaction de la communauté scientifique française est d'autant plus surprenante qu'elle a pris naissance dans le « sanctuaire » même de la physique nucléaire : le laboratoire de physique corpusculaire du Collège de France. Ses cent cinquante chercheurs sont tous des élèves et d'anciens collaborateurs du pro-

fesseur Francis Perrin et du professeur Louis Leprince-Ringuet.

On sait que ces deux professeurs au Collège de France, aujourd'hui à la retraite, ont pris position l'un et l'autre pour le développement immédiat des centrales nucléaires. Le premier était directeur du laboratoire de physique atomique et moléculaire, l'autre du laboratoire de physique nucléaire, qui ont été regroupés il y a dix-huit mois pour former le laboratoire de physique corpusculaire. Ce sont leurs successeurs et leurs émules qui les désolent publiquement aujourd'hui.

Tout a commencé en juin 1974, lorsque le conseil scientifique de l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules, qui dépend du C.N.R.S., présenta un rapport prospectif devant servir à l'élaboration du VII^e Plan. Les deux rapporteurs MM. René Klapisch, maître de recherche à Orsay, et Georges Ripka, physicien au C.E.A., crurent pouvoir approuver la politique énergétique officielle et décrier négligeable la pollution des centrales. Ils furent immédiatement désapprouvés par les autres membres du conseil qui, s'estimant eux-mêmes très mal informés, n'entendaient pas cautionner ce choix. Une vive polémique éclata au sein du conseil et six spécialistes furent désignés pour faire une étude sérieuse du problème des centrales nucléaires. Leurs travaux ne semblant guère avancer, des physiciens du Collège de France, de Polytechnique et de l'université Paris-VII se mirent à travailler de leur côté, de manière informelle.

Les premiers éléments rassemblés leur semblèrent dès l'abord inquiétants. D'autre part, ils virent des élus locaux s'adresser à eux sans qu'ils puissent clairement répondre. Pendant ce temps le gouvernement prenait des décisions. D'où leur intervention par cet « appel à la population ».

* Groupement des scientifiques concernés : 2, rue François-Villon, 91400 Orsay.

CET APPEL
CIRCULE
DANS LE
SERVICE
SIGNEZ LE!